

# Les IDE, un facteur crucial de l'insertion des pays d'Europe centrale et orientale dans l'économie européenne

Les IDE n'ont cessé d'augmenter depuis le début de la transition des pays d'Europe centrale et orientale vers l'économie de marché. La dynamisation des économies par l'investissement étranger s'observe à trois niveaux : un rattrapage de la productivité dans les PECO, une spécialisation des économies qui reflètent sectoriellement ces flux d'IDE et une géographie économique de l'industrie européenne qui se transforme en un jeu mutuellement bénéfique. Reste à se demander si les flux vont se poursuivre et recenser les obstacles que ces pays auront à surmonter pour assurer leur pérennité.

par Olivier Louis  
*Chef de la mission économique  
 Elargissement*  
 et par Yann Lepape  
*Economiste régional Elargissement  
 de l'UE (1)*

En près de quinze ans, les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ont attiré un flux important d'investissements directs étrangers

(IDE), au point de dépasser, en stock par habitant, le niveau de la plupart des pays émergents.

L'attractivité de ce groupe de pays, dont il faut souligner la diversité, résulte sans doute principalement de la perspective de l'adhésion à l'Union européenne, aujourd'hui effective pour huit d'entre eux. Pour les investisseurs, celle-ci garantissait le libre accès de leurs productions sur le marché communautaire, un cadre juridique qui se rapprochait progressivement du cadre européen grâce à la reprise de l'acquis communautaire et une convergence progressive vers les niveaux de développement des pays de l'Europe à 15. En outre, ces pays disposent de nombreux atouts : une main-d'œuvre éduquée et encore peu coûteuse, leur proximité géographique avec l'Europe développée, le dynamisme de leur consommation stimulée par la croissance du revenu des ménages et les prémices d'une spécialisation sectorielle en cours de développement (automobile, pharmacie, textiles et ameublement). De ce fait,

les IDE n'ont cessé d'augmenter depuis le début de la transition de ces pays vers l'économie de marché et ont joué un rôle essentiel dans la restructuration de leur économie. Reste à se demander si les flux vont se poursuivre et recenser les obstacles que ces pays auront à surmonter pour assurer leur pérennité.

## L'essor des IDE au cours de la transition vers l'économie de marché

Chaque pays de la région a suivi un rythme propre, au fur et à mesure de son avancement dans la transition insti-

(1) Olivier Louis est chef de la Mission économique régionale pour l'élargissement à Varsovie et Yann Lepape économiste régional dans cette même unité relevant du service international unifié (DREE et Trésor) du MINEFI. Les opinions exprimées ici n'engagent que les auteurs, qui tiennent à remercier Marc Lantéri pour ses contributions régulières sur le sujet ainsi que sa relecture attentive du présent article. D'autres analyses détaillées sur l'Elargissement sont disponibles sur [www.dree.org/elargissement](http://www.dree.org/elargissement).

TABLEAU I  
 Stock d'IDE entrants dans les PECO (+Chine et Mexique), en M USD, par habitant et en % du PIB et flux 2003 (M €)

	Stock 2002		Flux 2003	
	M USD	/Hab	/PIB	Me
BU	3 889	497	25,0	1 270
CZ	38 450	3 766	64,3	2 747
EST	4 226	3 121	65,9	142
HU	24 416	2 410	38,2	-102
LET	2 723	1 171	32,4	373
LIT	3 981	1 150	28,9	524
POL	45 150	1 182	24,0	4 722
ROU	8 786	406	20,5	1300
SLK	10 225	1 900	43,2	720
SLV	5 074	2 542	23,1	2 048
CHIN	447 892	351	36,2	
MEX	154 003	1 495	24,2	

tutionnelle et économique. De façon assez naturelle, les entreprises installées en Allemagne sont les premiers investisseurs dans la région qui, pour elles, constitue un véritable *Hinterland* industriel (2).

Fin 2003, les stocks d'IDE en Europe centrale et orientale étaient estimés à environ 160 Mrds USD, soit un montant de 1500 USD par habitant. En près de 15 ans de transition, les PECO, dans leur ensemble, ont donc rattrapé le niveau des autres zones émergentes. Le tableau I ci-après est néanmoins différencié selon les pays.

En masse, la Pologne (50 Mrds USD), la République tchèque (41 Mrds USD) et la Hongrie (24 Mrds USD) ont attiré plus de 70 % du total. En IDE par habitant, trois groupes de pays peuvent être distingués : un premier comprend la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Slovénie, la Slovaquie ainsi que les deux pays méditerranéens qui ont été les grands gagnants dans l'accueil en IDE ; le second groupe, avec un niveau autour de la moyenne régionale, inclut la Pologne, la Lettonie et la Lituanie ; et le troisième est constitué de la Roumanie et de la Bulgarie, pays disposant d'un fort potentiel de rattrapage, qui est en train de s'amorcer.

Au sein des pays, on observe de fortes disparités. Les investissements se concentrent dans les capitales, avec un effet « sièges sociaux et services associés » notamment, le long des grands axes européens de transports ou dans les régions frontalières avec des régions riches de l'ex-Union à 15 (la frontière germano-polonaise peut ici être opposée à celle entre l'Autriche et la Hongrie ou le sud-ouest tchèque et la Bavière).

L'instauration d'un cadre juridique stable ainsi que l'implémentation de l'acquis communautaire dans la perspective de l'adhésion à l'Union européenne ont constitué, en amont, des éléments décisifs de l'attractivité des PECO. On observe, en effet, une relation positive assez nette entre, d'une part, les indicateurs de transition de la BERD et, d'autre part, le stock d'IDE/PIB.

On estime que les privatisations ont représenté 40 % environ des flux d'IDE

TABLEAU II  
Coût horaire de la main d'œuvre (€ et UE15=100)  
et productivité apparente du travail (€/employé et UE15=100)

	Coût horaire 2002		Pté apparente du travail	
	€*	UE15=100	e/Employé**	UE15=100
BU	1,4	6	5,5	10
CZ	4,9	20	14,9	27
EST	3,7	15	11,7	22
HU	5,0	21	17,8	33
LET	2,6	11	9,1	17
LIT	3,1	13	10,6	19
POL	5,2	21	14,7	27
ROU	1,8	7	6,2	11
SLK	3,4	14	11,1	20
SLV	10,5	43	28,6	52
UE15	24,4	100	54,6	100

entrants, les grandes privatisations expliquant la variabilité des flux d'une année sur l'autre : en 2002, année record, ils se sont élevés à 22 Mrds €, contre 8 Mrds € estimés l'an dernier. Pour 2004, le consensus se situe autour d'un flux de 12 Mrds € d'IDE entrants.

En 2002, en Slovénie, le rachat de LEK (produits pharmaceutiques) par Novartis pour 900 M € a, par exemple, doublé le flux 2002. Cette même année, la privatisation de SPP (gazier slovaque) au profit du consortium GdF-RuhrGas-Gazprom a rapporté 2,7 Mrds USD à l'Etat, soit plus de 60 % des investissements directs étrangers entrants totaux ; en République tchèque, l'allemand RWE a fini de payer la facture de Transgas (4,1 Mrds USD). En Pologne, en 2000, la vente d'un peu moins de 50 % de l'opérateur télécom national TPSA à France Telecom pour un montant de 4 Mrds USD a fait monter les IDE à 10 Mrds USD cette année-là.

Les facteurs d'attractivité se situent du côté de la demande comme de l'offre : ces pays constituent de nouveaux marchés mais constituent également de nouveaux concurrents. Les premiers sont en général à envisager dans une perspective de moyen terme alors que les seconds paraissent plus immédiats. Dans le choix d'une localisation,

chaque entrepreneur doit établir un bilan entre des économies (coût direct de la main-d'œuvre essentiellement) et des coûts induits (logistique, investissements initiaux, mais aussi éloignement de ses réseaux de fournisseurs et d'informations).

Avec le rattrapage économique, la demande dans les PECO croît rapidement en quantité et se diversifie (verticalement et horizontalement). En masse, ces marchés restent marginaux à l'échelle européenne : les

75 millions d'individus qui viennent d'entrer dans l'Union (17 % de la population de l'UE 25) représentaient fin 2003 un PIB de 435 Mrds € environ, soit 4,7 % du PIB de l'UE 25, mais 9,5 % cependant en SPA (standard de pouvoir d'achat). A terme donc, les taux d'équipement d'automobiles, d'ordinateurs ou de lave-vaisselle, convergeront vers les niveaux moyens de l'Union d'une part, et la demande montera en gamme, d'autre part. Si l'on prend l'exemple de l'automobile, les immatriculations de voitures neuves d'entrée de gamme représentent plus de 50 % du total en Slovénie contre 25 % en Espagne, l'écart de PIB/habitant par rap-

**Le déclin démographique des PECO - la Hongrie ou la République tchèque pourraient perdre 1,4 M d'individus en âge de travailler d'ici 2025 - devrait accélérer la convergence des salaires**

(2) Voir Dossier 38 de la Revue Elargissement, Spécial PECO-Allemagne, novembre 2003.

port à la moyenne européenne étant de l'ordre de 18 points.

Le différentiel de salaires, charges sociales incluses (de l'ordre de 35 % du salaire brut en moyenne) et corrigés des différentiels de productivité, rend ces pays particulièrement attractifs pour les activités intensives en main-d'œuvre (voir le tableau II). Il faut cependant rappeler, premièrement que ces moyennes cachent d'importantes disparités tant régionales (ils peuvent varier de 30 % à 100 % selon les pays) que socioprofessionnelles (schématiquement, le rapport de salaire ouest-est est inversement proportionnel à l'échelle des compétences / hiérarchie). Deuxièmement, et d'après les Nations Unies, le déclin démographique de ces pays - la Hongrie comme la République tchèque pourraient, par exemple, perdre 1,4 M d'individus en âge de travailler d'ici 2025 - devrait accélérer la convergence des salaires, qui sera vraisemblablement plus rapide qu'en Espagne, par exemple.

Une main-d'œuvre éduquée (3) permet un rattrapage rapide de la productivité, notamment dans les usines investies par les capitaux, la technologie et les méthodes de management ouest-européens. Parallèlement, l'effort de formation continue est loin d'être négligeable (Voir *Revue Elargissement* n°33). A l'avenir, cependant, et à l'image du secteur automobile, les économies d'échelle externes générées par les effets d'agglomération devraient (et devront) prendre de plus en plus d'importance dans le processus de rattrapage de la productivité.

Les relations industrielles restent plus souples que dans la majorité des pays de l'ex- UE15 (voir *Revue Elargissement* n°43), mais cette situation ne perdurera probablement pas.

On constate, en effet, que les deux tiers environ des investissements dans l'Europe des 25 impliquant l'embauche de plus de 1 000 personnes sont réalisés dans les nouveaux Etats membres (4), avec des externalités positives pour l'Union plus importantes que celles d'investissements directs étrangers qui se feraient en Asie.

Les investissements directs étrangers réalisés à partir de l'Allemagne représentent près de 20 % du stock total dans

les PECO. Fin 2001, 22 Mrds USD avaient été investis dans les pays candidats par des entreprises installées en Allemagne, 15,5 Mrds USD provenaient de France et 13 Mrds USD des Etats-Unis (5). En dynamique, ces flux en provenance d'Allemagne progressent depuis 1990, et sont surtout quasiment équivalents depuis le milieu des années 90 aux flux qui se dirigent vers la France.

L'économie française reste néanmoins une destination privilégiée avec plus du tiers du total investi en 2002 à l'étranger par les firmes installées outre-Rhin, un poids qui, comme celui des PECO, n'a cessé de croître au cours de cette décennie.

Deuxième constat, les IDE allemands se concentrent dans le secteur manufacturier (plus de 50 %), ce qui n'est pas le cas de la France. On estimait, en effet, fin 2001, que les services (grande distribution, hôtellerie, services aux collectivités et télécoms essentiellement), par nature destinés à capter la demande locale, constituaient environ 75 % du stock français (6).

A titre d'illustration, 30 % environ des pièces détachées utilisées par l'industrie automobile en Allemagne proviennent des PECO. De manière plus générale, le poids de l'Allemagne dans les échanges totaux de la République tchèque, Hongrie, Pologne et Slovaquie (en 2002, 30 % de leurs importations et 35 % de leurs exportations en moyenne), ainsi que la synchronisation de leurs cycles de production industrielle, conforte l'idée selon laquelle l'industrie d'outre-Rhin a été beaucoup plus touchée par les délocalisations que le territoire français, au bénéfice de la rentabilité et de la compétitivité des firmes mais au détriment de l'emploi.

Les IDE ont, probablement, constitué le facteur clé de la réussite de la transition économique de ces pays, permettant au processus de destruction créatrice à l'œuvre en Europe centrale et orientale de s'inscrire dans un cercle vertueux.

## Les IDE, un facteur clé

## de la restructuration des économies des PECO

Après l'effondrement des systèmes productifs entre 1990 et 1993, les investissements étrangers ont permis d'une part l'émergence de nouvelles spécialisations industrielles et, d'autre part, le développement du secteur des services particulièrement négligés pendant

l'époque communiste. Dorénavant, ces économies s'insèrent dans les processus productifs européens et les gains de productivité associés s'accompagnent d'un rattrapage des salaires, où développement de l'offre et rattrapage de la

(3) Jean-François Drevet, grand connaisseur de la région, fait néanmoins état d'« une main-d'œuvre éduquée (qui) n'est pas nécessairement qualifiée ». Voir Drevet J.-F. (2001), L'élargissement de l'Union européenne, jusqu'où ? L'Harmattan, Paris, p. 206.

(4) Ernst & Young, « European Investment Monitor ».

(5) Les Pays-Bas auraient investi 19 Mrds €. Ce classement est issu des balances des paiements des pays investisseurs et ne tient compte que de la localisation de l'investisseur et non de sa nationalité. Certaines entreprises françaises par exemple investissent dans les PECO à partir de leur filiale allemande ou autrichienne. De même, nombreuses sont les entreprises nord-américaines qui s'implantent à partir de leur filiale européenne. Et dans le cas des Pays-Bas, ce chiffre élevé s'explique par la présence de nombreux sièges sociaux dans ce pays. Les entreprises françaises se situeraient donc plutôt au 3e rang après les Etats-Unis et l'Allemagne.

(6) Selon la dernière « Enquête filiales » réalisée par la DREE, la France compte 1756 implantations dans les PECO, qui emploient plus de 300 000 personnes. Attirées par la taille et la croissance de leurs marchés, ainsi que par la qualité de leur main d'œuvre, les entreprises françaises ont investi principalement en Pologne, République tchèque, Hongrie, Roumanie et Slovaquie. A eux cinq, ils regroupent 88 % des implantations françaises et 95 % des effectifs employés. Même si les PME sont majoritaires en nombre dans les PECO, les grands groupes pèsent fortement en termes de montants investis. Les investissements sont souvent réalisés par l'intermédiaire de leurs filiales scandinaves, néerlandaises ou allemandes, en particulier dans les Etats baltes.

Ces quantités viennent relativiser les craintes sur les risques ou l'importance des délocalisations d'usines du territoire français vers l'est de l'Europe. En effet, les opérations qui consistent à arrêter la production d'un produit en France pour la réinstaller dans un pays à faible coût de main d'œuvre et de réexporter la production à partir de ce pays représenteraient environ 10 % du cumulé des investissements français, soit autour de 1,5 Mrd USD. Rappelons que la « formation brute de capital fixe » (l'investissement) s'élève à près de 300 Mrds € annuellement dans l'Hexagone. Le progrès technique et l'automatisation des tâches constituent le premier facteur de réduction de l'emploi industriel qui, d'ailleurs, baisse actuellement également en Chine.

(7) Hunya G. (2004), « Central European Accession Countries Losing Attractiveness for FDI ? », WIIV Spring Seminar, Vienne.

TABLEAU III  
Décomposition du commerce des PECO 10 par filière

	Imp.		Exp.	
	1990	2000	1990	2000
Total	100	100	100	100
Energie	24,9	10,7	10,0	5,6
IAA	15,0	7,0	19,4	8,4
Textiles	7,9	8,7	12,7	11,4
Bois-Papier	4,5	6,3	7,4	9,4
Chimie	13,1	15,3	17,7	12,8
Métaux	4,4	3,6	10,1	4,8
Non-fer.	4,4	2,1	4,2	3,4
Mécanique	12,9	15,0	9,7	14,0
Véhicules	3,0	8,7	2,5	10,7
Electricité	2,7	7,4	4,0	8,6
Electronique	4,6	11,5	1,4	9,7

demande se renforcent ainsi mutuellement.

Environ 60 % des montants investis se sont portés vers le secteur des services (banque, assurance, hôtellerie, grande distribution). Fin 2002 et d'après le WIIW (7), le secteur manufacturier représentait 33 % du stock d'IDE en République tchèque, 45 % en Hongrie et 36 % en Pologne. Les avis d'experts convergent vers une répartition pour moitié entre les biens produits destinés à servir une demande locale (y compris fournir le marché tchèque à partir d'une usine slovaque ou hongroise) et ceux qui seront exportés vers l'ex-UE15 ou dans le reste du monde.

Les secteurs des équipements de transport (dont l'automobile), des équipements électriques et optiques (dont les produits blancs et bruns) et de la chimie (industrie pharmaceutique incluse) ont attiré la majeure partie des flux qui se sont dirigés vers le secteur secondaire, soit 63 %, 49 % et 36 % cumulés, fin 2002, pour la Pologne, la République tchèque et la Hongrie (8) respectivement.

Les services apparaissent néanmoins comme le principal moteur des créations d'emploi, à un rythme qui reste cependant encore insuffisant pour compenser les pertes des autres secteurs (agriculture, industrie) affectés par les restructurations. En effet, entre 1990 et 2000, l'industrie et l'agriculture ont perdu 9 millions d'emplois alors que les services en créaient environ 1,5 million (9). Ce transfert d'emploi du secteur primaire vers le secondaire et tertiaire, qui

s'effectue au fur et à mesure qu'un pays devient plus « mature », a un impact positif sur la productivité d'ensemble des économies, cependant très variable d'un pays à l'autre : il expliquerait entre 27 % des gains de productivité totaux en Slovaquie et 0 % en Pologne (10). Ainsi, on peut calculer les réserves de productivité due à la structure de l'emploi de ces pays : si la Pologne, par exemple, avait la même structure sectorielle d'emploi que l'Allemagne, l'écart de productivité serait d'environ 25 % inférieur à son niveau actuel (soit un écart de 45 % au lieu de 60 %), le poids de l'agriculture jouant ici un rôle prépondérant.

Par ailleurs, la demande de services se caractérisant par son élasticité au niveau des revenus, leur développement sera fonction de l'évolution du pouvoir d'achat dans ces pays.

## Une dynamisation à trois niveaux

La dynamisation des économies par l'investissement étranger s'observe à trois niveaux : un rattrapage de la productivité dans les PECO, une spécialisation des économies qui reflètent sectoriellement ces flux d'IDE et une géographie économique de l'industrie européenne qui se transforme en un jeu mutuellement bénéfique.

L'écart de productivité avec les pays de l'ex-UE15 s'est réduit au cours des années 90, du fait notamment d'un rat-

travage dans les secteurs industriels investis par les capitaux étrangers.

Actuellement, l'écart global de productivité constaté avec l'Allemagne varie de 52 % (Estonie) à 33 % (Slovénie). En moyenne, le différentiel de productivité dans le secteur industriel explique à lui seul 30 % environ de cet écart en République tchèque, Estonie, Hongrie et Slovaquie et près de 55 % en Slovénie. En Pologne, l'écart global de productivité résulte plus du retard de l'agriculture (33 % de l'écart global) que de l'industrie (19 % de l'écart). La source principale de ces écarts persistants réside dans le développement d'une économie duale avec, d'un côté, le secteur « étranger » et, de l'autre, les firmes à capitaux nationaux.

L'industrie explique également de 20 % (Estonie) à 35 % (Slovénie) des gains de productivité constatés au cours de la période 1993-2000 (11). Viennent ensuite les services aux ménages (la distribution notamment) et le secteur des transports et télécoms. Les équipements de transport ont le plus contribué à la croissance de la productivité manufacturière, à hauteur de 23 %, 17 % et 16 % respectivement en Slovaquie, Hongrie et République tchèque. Le secteur machines-outils se place en seconde position en République tchèque (16 %), Slovaquie (15 %), Slovénie (13 %) et Pologne (9 %). Les équipements électriques-optiques ont

(8) Hunya G. (2004), op. cit.

(9) Voir Revue Elargissement Actualités n° 38, MINEFI DREE, 2003.

(10) Stephan J. (2003) : « Evolving structural patterns in the enlarging European division of labour », Working Paper, IWH Halle.

(11) Stephan J. (2003), op. cit. Il convient ici de rappeler que l'écart de productivité mesuré en unités produites par employé serait dans de nombreux secteurs inférieur à celui mesuré en €/employé, les biens produits dans les PECO ayant en général une valeur unitaire plus faible par rapport à ceux sortant des usines de l'ex-UE15, comme l'indique la comparaison des échanges PECO-UE en valeur et en volume. Pour reprendre l'exemple de l'automobile, les nombres de véhicules produits par employé dans les usines de Slovénie ou de Slovaquie sont tout à fait comparables, voire supérieurs, à la moyenne européenne (61 véhicules/employé en 2002).

(12) On parle de commerce intra-branche par opposition à l'inter-branche lorsqu'il y a échange de produits identiques (voitures contre voitures). Il est horizontal lorsque les qualités sont comparables, en l'occurrence le différentiel de prix inférieur à 15 %. Au-delà de ce seuil, il est considéré comme vertical. Le commerce intrabranche horizontal représentait déjà 12 % du commerce de la République tchèque avec l'UE en 1998, contre 3 % pour la Grèce, 25 % pour la France et 14 % pour l'UE15 dans son ensemble (voir Revue Spéciale « Impact économique et social de l'Elargissement pour l'Union Européenne et la France », n° 27).

représenté 23 %, 13 % et 11 % de la hausse en Hongrie, Slovaquie et en Estonie.

Deuxièmement, ces investissements ont, d'une part, notablement renforcé le poids dans les échanges des secteurs qui ont attiré le plus d'investissements et, d'autre part, stimulé le commerce intra-branche (12) entre ces pays et l'Union, signe d'une intégration croissante des processus productifs entre ces deux régions.

La structure du commerce des PECO a été profondément modifiée, comme l'indique le tableau III, avec quatre branches industrielles dont le poids dans les échanges a particulièrement augmenté au détriment des autres : la mécanique, l'automobile, les équipements électrique et électronique.

Si l'analyse des échanges commerciaux montre que la division du travail entre l'Europe occidentale et orientale reste encore très verticale, celle-ci devient de plus en plus horizontale pour les pays les plus avancés. La République tchèque ou la Hongrie s'avèrent capables de fabriquer des composants de qualité occidentale et, progressivement, surtout des produits finis dans des gammes proches de la demande moyenne de l'UE15. La réindustrialisation rapide de ces économies, sous la houlette des meilleures firmes mondiales, a permis d'accroître la qualité des produits, comme dans l'industrie agroalimentaire par exemple. Ce développement de commerce horizontal inter-branche s'explique aussi par des remontées de filières, observées notamment dans l'automobile et les pièces détachées, ainsi que par les effets induits des investissements modernes sur certaines spécialisations anciennes des pays de la zone, qui se renforcent, comme dans les biens d'équipements

mécaniques ou la mécanique en général.

A terme, le rattrapage de la productivité et la spécialisation des territoires devraient continuer à se renforcer mutuellement, avec des effets d'agglomération qui généreront des économies d'échelle externes et permettront de compenser les hausses de salaires inévitables mais également souhaitables, car elles conduisent à un accroissement et une sophistication de la demande intérieure de ces pays.

La Slovaquie pourrait devenir l'archétype d'une « petite économie spécialisée » : en effet, le secteur automobile représentait en 2003 environ 25 % de la production industrielle avec Volkswagen pour seul constructeur présent ; un doublement du poids de ce secteur est probable avec l'arrivée annoncée de PSA et de Hyundai, certains analystes anticipant même l'arrivée d'un quatrième constructeur à l'est du pays.

Dans le même temps, le potentiel d'échanges entre nouveaux Etats membres à l'horizon 2010 semble particulièrement important, notamment entre pays d'Europe centrale (13). La spécialisation de plus en plus fréquente des territoires au niveau microéconomique reflètent et confirment ce potentiel (14).

## Problématiques pour l'avenir

La première question qui se pose est celle de la pérennité des investissements étrangers. Mais elle ne doit pas cacher deux autres points qui sont également cruciaux pour la réussite du développement des PECO : l'émergence de multinationales originaires de ces

pays et l'approfondissement du développement pour remédier au caractère très dual de leurs économies.

La chute drastique des flux d'IDE entre 2002 et 2003, 21,7 Mrds € contre 8,3 Mrds € pour dix des nouveaux membres, amène naturellement la question de la continuation de ces flux d'investissement, doublement importants : pour le processus de convergence économique (et technologique), mais aussi, point non abordé dans cet article, pour financer les déficits courants de ces pays. Pour les prochaines années, les flux d'IDE entrants pourraient se situer légèrement en-deçà de 15 Mrds €. Plusieurs arguments viennent appuyer cet ordre de grandeur :

- différentes enquêtes microéconomiques auprès d'entrepreneurs montrent que les PECO sont considérés comme une localisation particulièrement attractive pour de futurs investissements (15) ;
- à partir d'un modèle gravitationnel (16) et d'une extrapolation des taux de

13) Boillot J., Lefilleur J., Lepape Y. (2004), « New Trade geography of Eastern Europe », *Economic and Political Weekly*, Vol. XXXIX n° 20, pp. 2005-2008.

(14) A l'extrême, il s'agit du principe « une usine, un produit », d'ores et déjà appliqué par Whirlpool en Europe notamment ou encore, de plus en plus, par les constructeurs d'automobiles (« une usine, une plate-forme » en l'occurrence), avec une spécialisation sectorielle des territoires à l'image des belts aux Etats-Unis (voir l'article de Jean-Joseph Boillot et Olivier Louis à la fin de ce numéro).

(15) La dernière enquête effectuée par la CNUCED auprès des multinationales, publiée en juin 2004, place l'Europe centrale et orientale au premier rang des économies en développement en termes de perspectives d'attraction d'IDE.

(16) Buch M. C., Piazzolo D. (2000) « Capital and Trade Flows in Europe and the Impact of Enlargement », Working Paper, Kiel Institute of World Economics. Le modèle utilisé cherche à expliquer quantitativement les flux d'investissement sortants en 1997 et le stock entrant 1998 de 7 pays de l'UE, du Japon et des USA, par 7 variables géographico-économiques : le Pib/hab. (en logarithme), la population (en logarithme), l'agrégat monétaire M2 rapporté au Pib, Imports/Pib, la distance, l'appartenance ou non à l'UE et une variable muette « centre financier ». Lorsque le coefficient de la variable « appartenance à l'UE » est statistiquement significatif, ce qui est le cas pour 7 des pays considérés, son signe est systématiquement positif.

TABLEAU IV  
Poids des multinationales en République tchèque, en Hongrie, en Pologne et en Slovénie

	Capital			Emploi			Investissement			Ventes			Export		
	1996	1998	1999	1996	1998	1999	1996	1998	1999	1996	1998	1999	1996	1998	1999
CZ	11,5**	27,9	41,8	13,1	19,6	26,9	33,5	41,6	52,7	22,6	31,5	42,4	15,9	47,0	60,5
HU	67,4*	72,7*	72,9*	36,1	44,9	46,5	82,5	78,7	82,2	61,4	70,0	73,0	77,5	85,9	88,8
POL	29,3	43,2	50,5	12,0	26,0	29,4	30,6	51,0	63,1	17,4	40,6	49,0	26,3	52,4	59,8
SLV	15,6	21,6	21,8	10,1	13,1	13,0	20,3	24,3	22,3	19,6	24,4	23,3	25,8	32,9	30,3

Source : WIIV (2003) ; \* Capital social nominal (à la création) \*\* Capital social + réserves

croissance anticipés, c'est-à-dire d'un point de vue macroéconomique, la région revêtirait un potentiel de 250 Mrds d'IDE à l'horizon 2010. Il faut néanmoins ici distinguer trois situations et groupes de pays. La Hongrie et la République tchèque auraient d'ores et déjà atteint leur niveau théorique ; il sera vraisemblablement largement dépassé, le réinvestissement des bénéfices des filiales de multinationales paraissant prendre partiellement le relais des flux dus aux privatisations notamment ; le second groupe comprend la Pologne et les trois pays baltes, qui se situeraient actuellement entre 50 % et 70 % de leur potentiel ; ce dernier resterait élevé en Slovaquie, mais surtout en Bulgarie et en Roumanie, ce que semble confirmer une autre méthodologie (17).

L'analyse des IDE sortants des nouveaux membres de l'UE montre que l'émergence de groupes transnationaux reste limitée en nombre, concentrée géographiquement et sectoriellement, avec des montants en jeu faibles à l'échelle internationale. Cette dynamique est surtout le fait de quelques acteurs à la recherche d'une taille critique, leur marché d'origine étant en général étroit.

Les IDE sortants des PECO représentent moins de 10 % des flux inverses et ne concernent que quelques pays. En masse, le stock d'IDE à l'étranger de ces pays représentait, fin 2003, un peu moins de 12 Mrds USD, en croissance plus rapide cependant ces dernières années, la moitié provenant de Hongrie, soit 6 Mrds USD. Rapportés au PIB, les 650 M USD investis à l'étranger depuis l'Estonie placent ce pays en tête dans la région (10,5 % du PIB) devant la Hongrie (10 %) et la Slovaquie (environ 4,5 %). A titre de comparaison, mais fin 2001, les stocks d'IDE à l'étranger s'élevaient à 5 % du PIB en moyenne pour les pays d'Amérique du Sud, à 1,4 % au Mexique ou encore 2,5 % en Chine et en Malaisie. Géographiquement, ces investissements se dirigent pour les deux tiers d'entre eux vers les autres pays de la région. Ainsi, pour la République tchèque, la Slovaquie

représente près du tiers de l'ensemble des capitaux investis à l'étranger.

Les IDE se concentrent dans quelques secteurs, différents selon les pays d'origine et sont le fait essentiellement de stratégies régionales de firmes. Les services, et plus particulièrement le commerce et le secteur bancaire, dominant en République tchèque, Pologne et Estonie. Mais l'industrie représente la majorité des flux en Hongrie et en Slovaquie, avec la pharmacie et l'énergie qui jouent un rôle moteur (18).

Ces économies dans leur ensemble paraissent aujourd'hui duales, avec de fortes disparités entre les entreprises investies par les capitaux étrangers et celles s'appuyant sur des capitaux exclusivement locaux.

Dans le secteur industriel, pour lequel les données disponibles sont les plus nombreuses, on s'aperçoit que les firmes multinationales (FM) occupent une part significative et fréquemment dominante dans les économies d'accueil (voir le tableau IV). La Hongrie est le pays où la présence étrangère est la plus forte, puisque 9 filiales de firmes multinationales y assurent 50 % des ventes du secteur manufacturier et la Slovaquie est l'économie la moins investie par les FM. En République tchèque et en Pologne, la place occupée par les entreprises étrangères dans l'industrie est à peu près comparable (19).

En termes de productivité du travail, les filiales de FM se situent très au-dessus des entreprises locales : mesurée pour l'année 1999 leur productivité est trois fois plus élevée en Hongrie, deux à trois fois en Pologne et deux fois en République tchèque. Cette supériorité se confirme lorsque l'on s'intéresse à la productivité du capital : en règle générale, ces filiales utilisent une technologie plus récente et plus intensive en capital (20). Et les micro et petites entreprises, qui représentent 55 % de l'emploi dans les PECO, paraissent dans ce contexte particulièrement fragile (21).

## Un jeu à somme positive

Pour conclure, faut-il rappeler que l'élargissement constitue un jeu à somme positive ? Le développement rapide des échanges entre l'ex UE15 et

les PECO, dont l'intra-branche, en constitue la partie la plus visible, une dynamique à laquelle les IDE ont largement contribué. En effet, les pays d'Europe centrale et orientale :

- constituent de nouveaux marchés, largement investis par les entreprises européennes, soit commercialement, soit au travers d'investissements lorsqu'il s'agit de services ;
- permettent aux firmes européennes de renforcer leur compétitivité mondiale, grâce à un éventail élargi de conditions de production à leur disposition au sein d'une même zone économique, et de maintenir nombre d'emplois en Europe ;
- ont ainsi pu rapidement restructurer leurs industries, intégrer les processus productifs européens et accélérer leur transition vers l'économie de marché (à un coût social certain, faut-il le rappeler également ?).

De manière intéressante d'ailleurs, une étude montre que les investissements allemands, ne se sont pas réalisés au détriment des pays du Sud de l'Europe. Le risque, avec une réunification européenne qui aurait alors eu un coût direct, comme indirect, particulièrement élevé, consistait en une non-compétitivité internationale et une non-attractivité des PECO pour les IDE par rapport à d'autres zones ou pays émergents. Dans notre économie mondialisée, ce risque n'a cependant pas disparu et la croissance de la productivité, y compris des entreprises à capitaux locaux dans ces pays, continuera d'être cruciale afin d'assurer une convergence équilibrée des revenus vers les niveaux de l'Union. Et qu'une entreprise chinoise vienne de décider de sous-traiter en Hongrie des produits qu'elle destine au marché européen constitue peut-être un signe qui incite à l'optimisme. ●

(17) Henriot A. (2002), « Prospects for the Location of Industrial Activities after the EU Enlargement », Working Paper, COE-CCIParis.

(18) Dans la pharmacie par exemple, Gedeon Richter (Hongrie) a investi en Pologne et en Russie ; dans l'énergie, MOL (Hongrie) a racheté Slovnaft en Slovaquie et INA en Croatie ; la quantité d'actifs détenus à l'étranger par Gorenje, le fabricant d'électroménager slovène ou encore Krka (pharmacie, Slovaquie) sont parmi les plus importantes d'entre les groupes d'Europe centrale et orientale, etc.

(19) L'évolution des parts de marché des FM, installées dans les PECO, dans les importations extra-

communautaires de l'UE sur la période 1995-1999, ainsi que leur taux d'ouverture à l'exportation, traduisent une partie de la stratégie de ces firmes : plus orientées vers le marché domestique en Pologne (27 % de la production était exportée, contre 60 % en République tchèque ou en Hongrie), beaucoup plus tournée à l'export pour la Hongrie, qui a accru sa part de marché de 60 % en 5 ans (1,65 % en 1995 contre 2,65 % en 1999), et pour la République tchèque qui progresse aussi de façon notable sur le marché européen. Le contre-exemple de la Slovénie illustre en quelque sorte le raisonnement précédent : moins investie par les FM cette part de marché a reculé de 1 % à 0,8 %.

(20) Hunya G. (2003) : « Recent impacts of FDI on growth and restructuring in central European transition economies », Working Paper, WIIW.

(21) Commission européenne (2004), « SMEs in Europe – Candidate countries », DG Entreprises. Pour une synthèse, voir Revue Elargissement Actualités 62, MINEFI-DREE, 2004.